

ÉTAT DE LA PAUVRETÉ EN FRANCE 2024

D'APRÈS LES STATISTIQUES D'ACCUEIL 2023
DU SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE



PRESTATIONS SOCIALES :

QUAND LA SOLIDARITÉ S'ÉLOIGNE



LA DÉLÉGATION
TARN
AVEYRON
LOZÈRE

ÉDITORIAL NATIONAL



DIDIER DURIEZ,
PRÉSIDENT NATIONALE

La protection sociale est un trésor pour notre société. Elle est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas et apporte à chacun une forme de sécurité essentielle face aux aléas de la vie.

Mais ce trésor est menacé. Les discours qui veulent exclure certaines populations du champ de la solidarité remportent une audience croissante. La protection sociale est sous les feux croisés de ceux qui y voient un handicap pour la compétitivité et de ceux qui veulent tailler dans la dépense pour équilibrer les comptes. D'autres encore ne cessent de vilipender la fraude des plus pauvres, pourtant insignifiante par rapport à celle des plus aisés, particuliers comme entreprises. Le tout peut produire une forme de résignation à ce que les prestations s'amenuisent.

Mais en dépit de toutes les attaques, l'adhésion à nos systèmes de solidarité reste très forte. Car chacun sait que la protection sociale, ce n'est pas pour les autres : c'est une promesse que l'on se fait, les uns aux autres, de se serrer les coudes en cas de coup dur. Les accidents de la vie, cela peut arriver à tout le monde.

Le Secours Catholique les connaît bien, les accidentés de la vie : 60% des personnes qu'il rencontre ont récemment subi un problème de santé, une séparation, perdu leur emploi... Regarder à travers leurs lunettes, c'est mesurer à quel point la promesse de solidarité est tenue – ou non. C'est tout l'objet de notre rapport 2024.

Face à l'épreuve, le plus dur est de se retrouver seul. C'est pourtant ce qu'endurent trop souvent les personnes qui ont le plus besoin de notre solidarité. Elles se retrouvent seules devant un écran d'ordinateur qui ne veut rien comprendre à leur situation, en tentant d'obtenir l'allocation qui leur est due. Démunies, sans personne pour les guider dans le dédale des démarches, car la dématérialisation a réduit comme peau de chagrin toute possibilité d'aide via un contact humain.

Cet écran interposé entre l'administration et les usagers n'est qu'une des facettes de l'éloignement de la solidarité vécu par les personnes fragilisées par la vie. À chaque fermeture de services publics, les distances s'allongent pour accéder à un lieu d'accueil. À chaque nouvelle réforme du chômage, du RSA ou du logement, les prestations sociales s'éloignent aussi de ceux, toujours plus nombreux, jugés insuffisamment dignes de notre solidarité et dont les droits se rétrécissent. Chaque discours public accusateur, enfin, rend la demande d'accès à ses prestations sociales plus honteuse, et le regard de ceux qui les reçoivent plus suspicieux, au point qu'un grand nombre préfère y renoncer plutôt que d'ajouter l'humiliation à la misère. Le non-recours aux droits ne cesse de progresser.

Sans surprise, ce sont les entourages proches et les associations qui sont sommées de compenser. Or, loin des discours et des politiques qui cherchent à diviser, nos bénévoles peuvent témoigner que la solidarité rassemble : elle soutient dans la difficulté, elle rend plus humain. Pourvu qu'elle ait un visage et une voix. ■



ADÉLAÏDE BERTRAND,
DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE

ÉTAT DE LA PAUVRETÉ EN FRANCE

PROFIL GÉNÉRAL (FRANCE / TARN-AVEYRON-LOZÈRE)

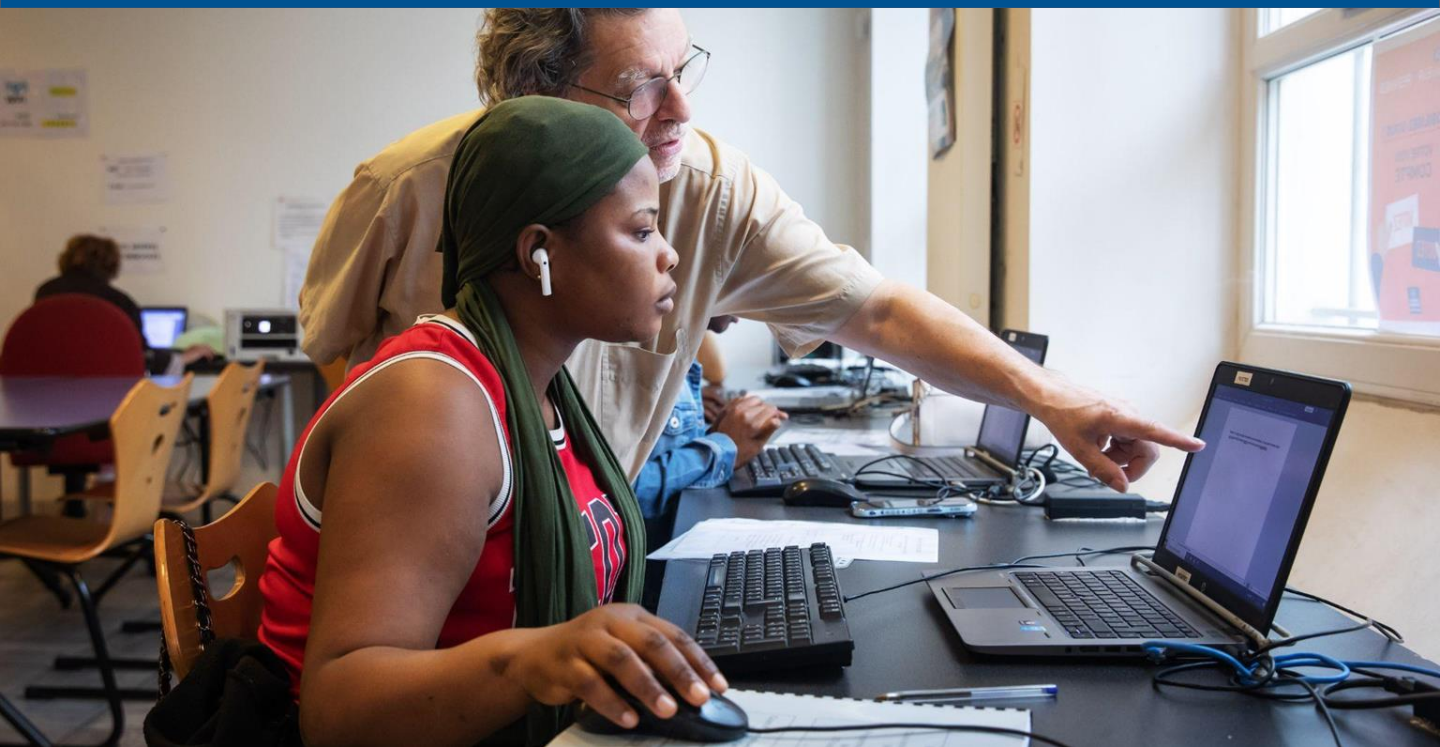
Ce recueil de données détaillées repose sur un échantillon de **57 240 MÉNAGES** parmi les **1 060 000 PERSONNES** rencontrées en 2023.

Il porte sur les différents profils et budgets des ménages en situation de précarité du territoire français. Nous l'accompagnons des données locales de pauvretés remontées par nos équipes du Tarn, de l'Aveyron et de la Lozère.

A travers ce rapport, nous poursuivons **un double objectif** :

- L'identification et la description des profils de pauvreté.
- L'analyse des situations et des conditions de vie des ménages qui la vivent à court et moyen terme.

LA DÉLÉGATION TARN - AVEYRON - LOZÈRE, DANS CE DOSSIER, PRÉSENTE UNE ANALYSE À PARTIR DES SPÉCIFICITÉS DE SES TERRITOIRES RURAUX, URBAINS ET PÉRI-URBAINS.



LE SECOURS CATHOLIQUE CARITAS FRANCE

EN FRANCE

EN QUELQUES CHIFFRES

- 73 délégations
- 3 500 équipes
- 58 500 bénévoles
- 1 060 000 personnes rencontrées et accompagnées
- 925 salariés
- 2 500 lieux d'accueil
- 300 M€ de valeur ajoutée investie

Les pauvres nous évangélisent
un humanisme enraciné dans l'évangile
bâti à partir de et avec les pauvres

« *Evangelii Gaudium* » - « *Laudato si* » -
« *Fratelli tutti* »

Raison d'être & différenciation

Développement du
Pouvoir d'Agir

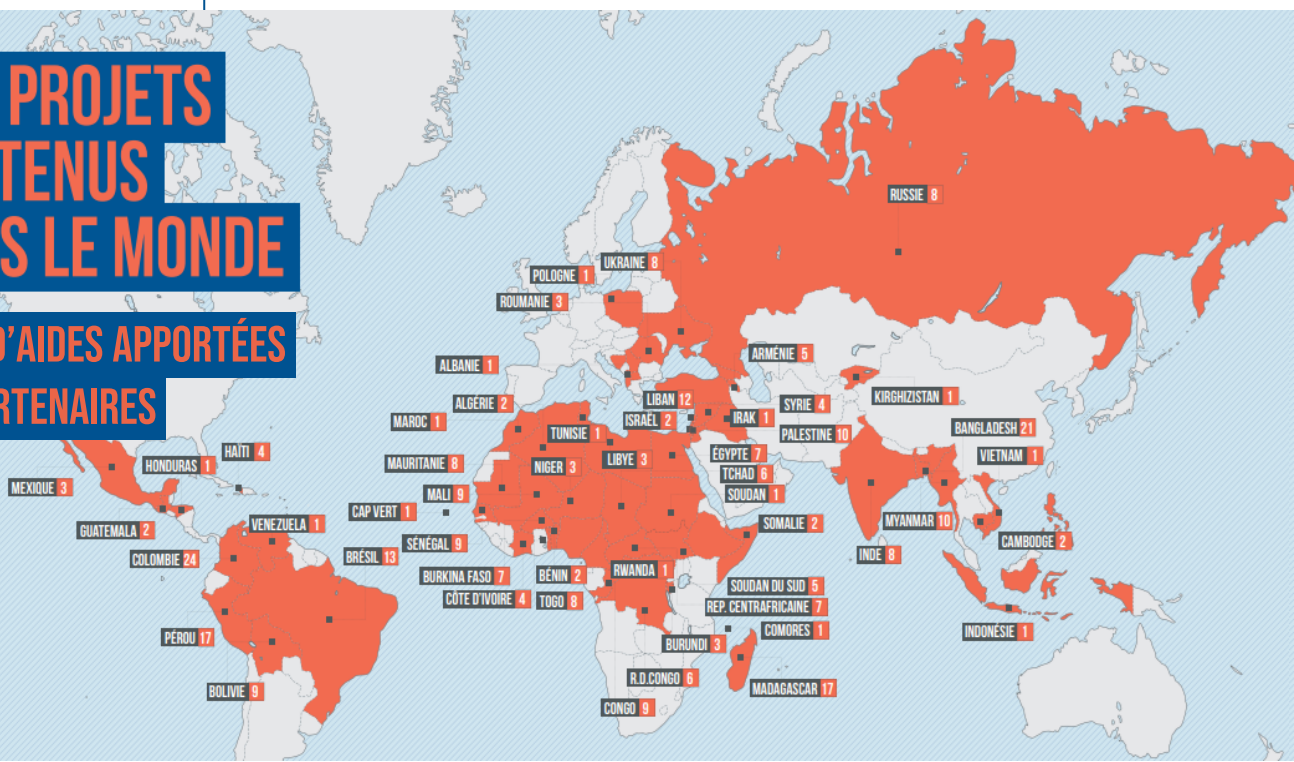
Pédagogie du
Changement de Regard
s'appuyant sur la
doctrine sociale
de l'Eglise

Animation au cœur
des territoires

À L'INTERNATIONAL

349 PROJETS
SOUTENUS
DANS LE MONDE

22 M€ D'AIDES APPORTÉES
122 PARTENAIRES



LA DÉLÉGATION TARN-AVEYRON-LOZÈRE

EN QUELQUES CHIFFRES

- 1 197 bénévoles
- 57 équipes locales qui vous accueillent
- 4 105 donateurs actifs
- 5 440 personnes soutenues ou accompagnées
- 2 098 personnes impliquées dans des groupes conviviaux/actions collectives

NOS ACTIONS CONCRÈTES

- Accompagnement social et fraternel
- Activités culturelles et conviviales pour rompre la solitude
- Aides financières
- Repas partagés
- Ateliers cuisine
- Jardins solidaires
- Boutiques solidaires
- Actions Mobilités

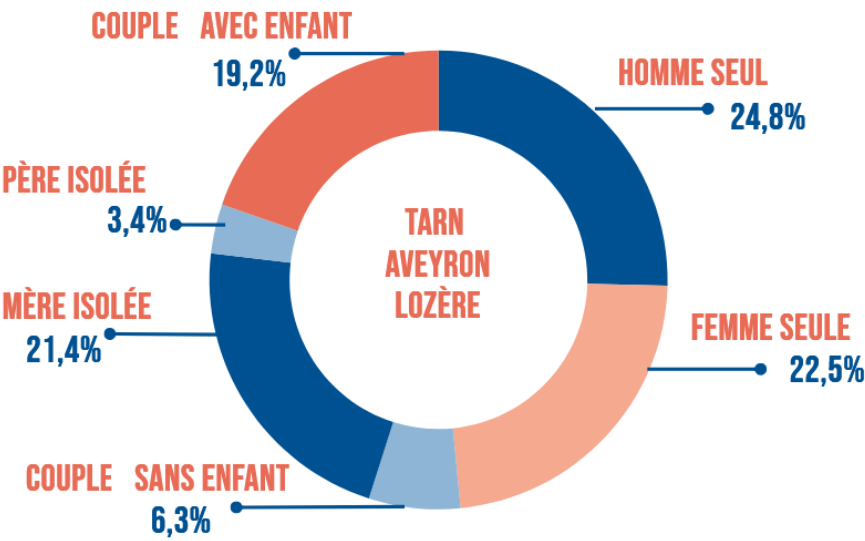


NOS MISSIONS

- **Montrer l'estime que les personnes retrouvent** dans des projets collectifs, pour une alimentation durable (sans le faire au détriment de l'environnement ou de ceux et celles qui la produisent) ;
- **Permettre de changer les termes du débat** (par exemple, un enjeu soulevé par rapport aux coordinations d'aide alimentaire, expérimentation territoire zéro non-recours..) ;
- **S'appuyer sur les expériences concrètes que nous accompagnons pour aller plus loin** en termes de politiques publiques, au niveau local et national.



PROFIL GÉNÉRAL DES PERSONNES RENCONTRÉES



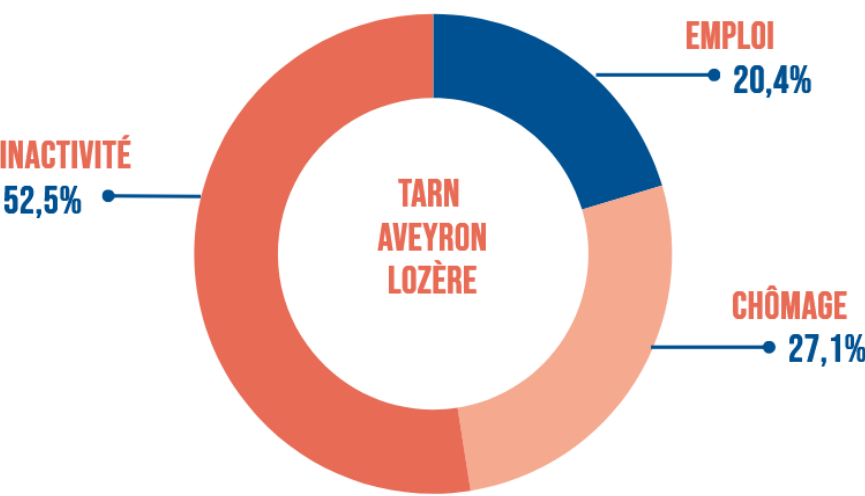
Une surreprésentation des ménages composés d'un seul adulte (avec ou sans enfants)

Une grande homogénéité avec les données nationales.

Une population rencontrée majoritairement jeune (part des 25-49 ans de 64% au niveau national et 58% en Tarn-Aveyron-Lozère)

mais un vieillissement des personnes rencontrées, de 43 à 45 ans en Tarn-Aveyron-Lozère.

ÂGE MÉDIAN EN 2023 ET ÉVOLUTION		
	FRANCE	TAL
2023	40 ANS	45 ANS
2022	42	45
2021	41	43
2017	40	42
2012	40	43



ACTIVITÉ/INACTIVITÉ

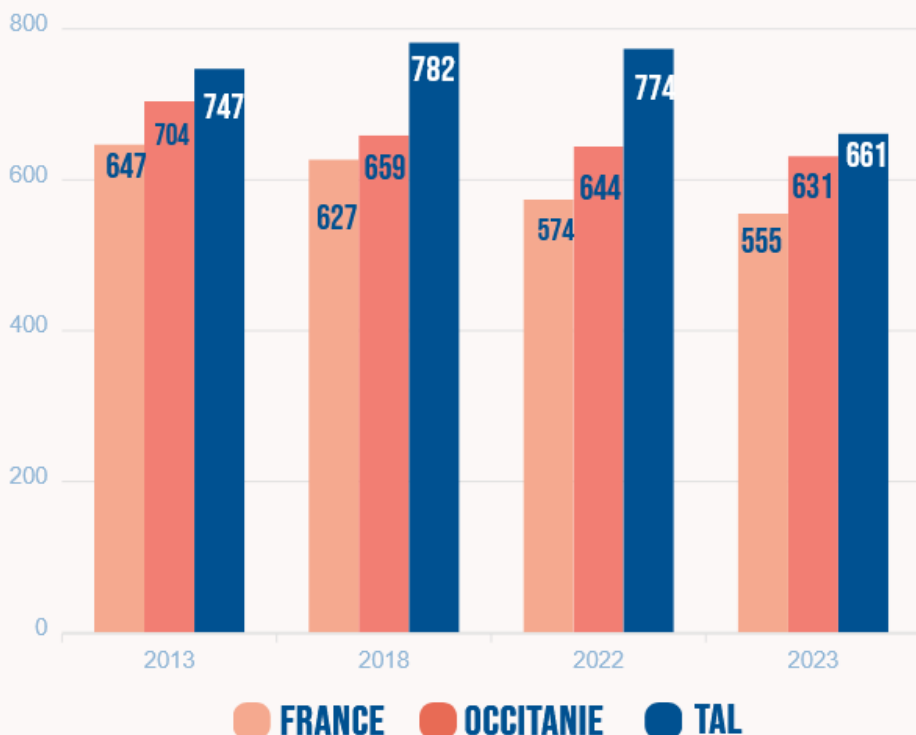
Surreprésentation des emplois précaires (73% au Secours Catholique contre 27% en France)

La situation des personnes au chômage se dégrade (de longue durée, passe de 2 à 3 ans en moyenne entre 2010 et 2022).

Baisse du niveau de vie médian de 40 euros entre 2021 et 2022 et de 27€ entre 2022 et 2023.

LE NIVEAU DE VIE

ÉVOLUTION DU NIVEAU DE VIE MÉDIAN (€ 2023)



73,6% des ménages accueillis vivent sous le seuil d'extrême pauvreté.

67% des personnes accueillies en Tarn - Aveyron - Lozère en 2023 disposaient de **MOINS DE 400€ PAR MOIS.**

EN FRANCE

Le niveau de vie médian des personnes rencontrées est de : **555 €** en 2023 contre 627€ en 2018.

2 PERSONNES ACCUEILLIES SUR 3

vivent sous le seuil d'extrême pauvreté.

RESSOURCES MENSUELLES

NIVEAU DE VIE MÉDIAN EN FRANCE METROPOLITAINE ESTIMÉ POUR 2023

2027€

SEUIL DE PAUVRETÉ ESTIMÉ POUR 2023

1275€

SEUIL D'EXTRÊME PAUVRETÉ

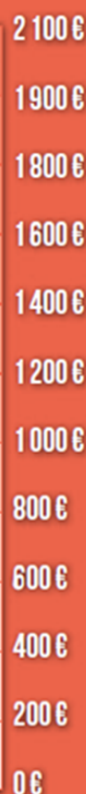
840€

NIVEAU DE VIE MÉDIAN DES PERSONNES ACCUEILLIES PAR LE SCCF EN 2023

555€

25,4%

PART DE MÉNAGES ACCUEILLIS SANS AUCUNE RESSOURCE FINANCIERE EN 2023



LES BESOINS EXPRIMÉS



ACCUEIL,
ÉCOUTE



ALIMENTATION



LOYER, FACTURE,
ÉNERGIE, EAU



MOBILITÉ



VÊTEMENTS



DÉMARCHES
ADMINISTRATIVES

FRANCE

38%

49%

17%

8%

13%

13%

TAL

34%

64% en 2022

31%

49% en 2022

25%

49% en 2022

11%

9% en 2022

10%

7% en 2022

1,8%

1,4% en 2022

LE PREMIER BESOIN EXPRIMÉ AU
NIVEAU NATIONAL EN 2023 EST
L'ALIMENTATION

EN TARN-AVEYRON-LOZÈRE

L'accueil - Écoute reste le premier besoin
exprimé en 2023, année marquée
par une hausse des aides liées à
l'alimentation et au logement (énergie, eau, loyer)

61 % des ménages rencontrés en 2023

sont en situation d'impayés

avec un impayé médian de 761€



NOS EXPÉRIENCES CONCRÈTES SUR LE TERRAIN

- Permanences d'accueil et visites à domicile
- Accompagnement des personnes migrantes (*aide accès aux droits, solutions d'hébergement*)
- Apprentissage du français
- Accompagnement scolaire
- Repas partagés, ateliers cuisine
- Paniers solidaires
- Jardins solidaires
- Boutiques solidaires
- Ateliers informatique, créatifs
- Aides financières (*chèques services, paniers-repas, paiement de factures impayées ...*)
- Micros-crédits et avances remboursables
- Actions Mobilités (*Allô ça roule, Transport Solidaire Lozère et MobiTARN*)



NOS PROJETS

FACE AUX PROBLÉMATIQUES DE NON RECOURS, nous avons expérimenté un projet Territoire Zéro Non Recours sur les Monts d'Alban et du Villefrancois.

FACE AUX PROBLÉMATIQUES LIÉES À LA MOBILITÉ, nous avons mis en place un projet de mise à disposition de véhicules dans le Tarn : "MobiTARN" et un projet de mobilité solidaire à Baraqueville : "Allô ça roule".

FACE AUX PROBLÉMATIQUES D'ISOLEMENT, un "Fraternibus" sillonne l'ouest de la Lozère depuis 2023.

FACE AUX PROBLÉMATIQUES D'ACCÈS DIGNE À L'ALIMENTATION, nous travaillons à déployer sur le diocèse de l'Aveyron des paniers solidaires de légumes frais ainsi que des tickets locaux pour permettre aux personnes en situation de précarité d'accéder à des denrées de qualité.

NOS PLAIDOYERS ET PROPOSITIONS



AUGMENTER LES REVENUS DES PLUS PAUVRES EN REVALORISANT LES MINIMA SOCIAUX

- Revaloriser rapidement le RSA au moins jusqu'à 40% du revenu médian et indexer le RSA sur le SMIC
- Ouvrir le RSA aux jeunes de 18 à 25 ans indépendants de leurs parents et aux étrangers en situation régulière en France
- Reporter la généralisation de la réforme du RSA "accompagnement renoué" pour tenir compte des évaluations des expérimentations (risque d'une hausse du non-recours)



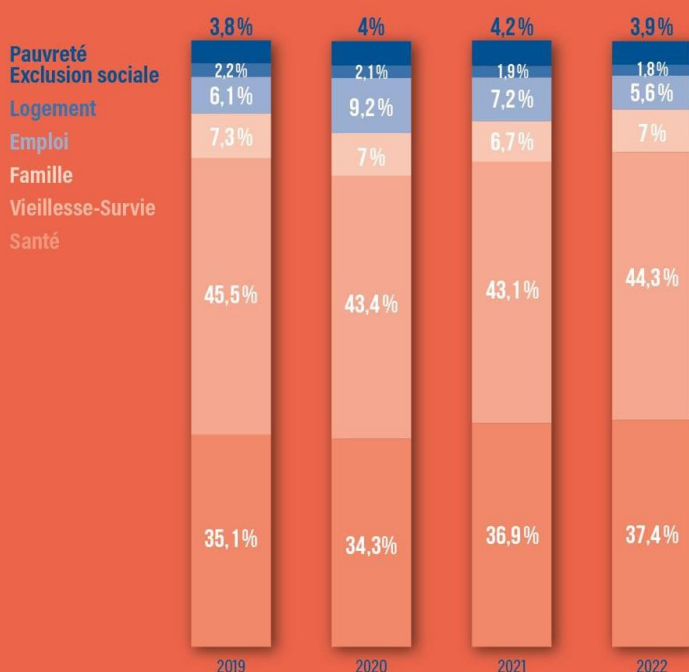
GARANTIR UN MINIMUM VITAL, SOCLE INSAISSABLE D'HUMANITÉ

- Mettre en vigueur un minimum vital, socle insaisissable de droits essentiels et universels (panier de soins essentiels, hébergement inconditionnel, droit à une alimentation digne, droit à un accompagnement pour les démarches)

ÉTAT DE LA PAUVRETÉ EN FRANCE - DOSSIER THÉMATIQUE :

L'ACCÈS AUX PRESTATIONS SOCIALES, QUAND LA SOLIDARITÉ S'ÉLOIGNE

PROTECTION SOCIALE EN 2022



Les dépenses de protection sociale ont atteint **849 MDS D'€ en 2022**, l'équivalent de 32% du PIB, soit **12 550 €** par habitant.

L'essentiel de ces dépenses sont consacrées :

- A la vieillesse : **44,3%** équivalents à 14,2% du PIB
- A la santé : **37,4%** équivalents à 12% du PIB

L'Emploi, le logement, la pauvreté et l'exclusion sociale représentent uniquement **15%** des dépenses sociales soit moins de 5% du PIB et sont proportionnellement en baisse de 4 points depuis 2019.

LES TENDANCES OBSERVÉES SUR UNE LONGUE PÉRIODE (1990-2023)

- Un affaiblissement de la **démocratie sociale** dans la gouvernance de la Protection sociale avec des diversifications et des fragilisations du système de financement.
- Une **diminution des prestations allouées** : révision des conditions de ressources, baisse des montants, durcissement des critères d'éligibilité, renforcement de la conditionnalité, allongement exigence résidence stable...
- Une **intensification des contrôles des usagers** : algorithmes, ciblage des "fraudeurs".
- Un **durcissement des discours politiques discriminatoires** et une stigmatisation des demandeurs les plus pauvres : vers une mise en concurrence des catégories sociales méritantes et non méritantes.

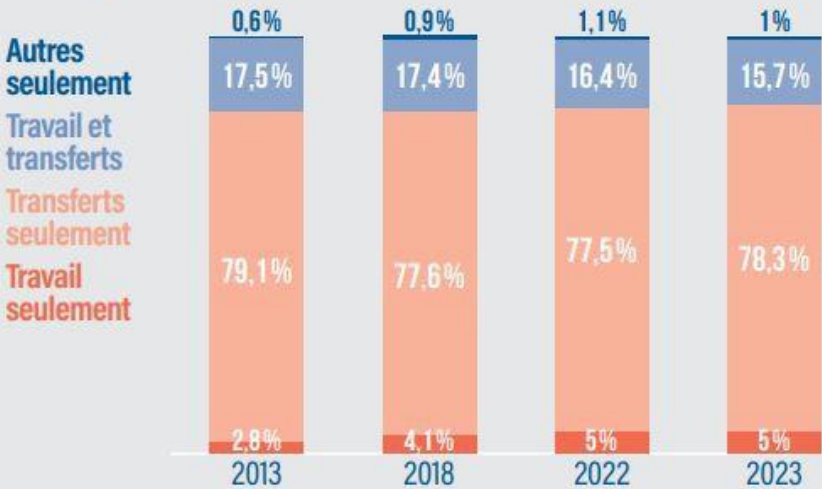
LES RESSOURCES DES MÉNAGES ACCUEILLIS ISSUES PRINCIPALEMENT DES PRESTATIONS

94% des ménages français et **72%** des ménages étrangers accueillis aux ressources non nulles perçoivent des prestations sociales, compléments d'autres revenus ou non.

25,4% des ménages accueillis par le Secours Catholique :
→ **8%** des ménages français
→ **50%** des ménages étrangers
sont **sans ressources** (+ 2 points en 10 ans)

Ceci souligne l'importance et en même temps l'insuffisance des transferts sociaux, illustration des « trous dans la raquette » de la protection sociale.

Évolution des types de ressources perçues - Ménages français aux ressources non nulles

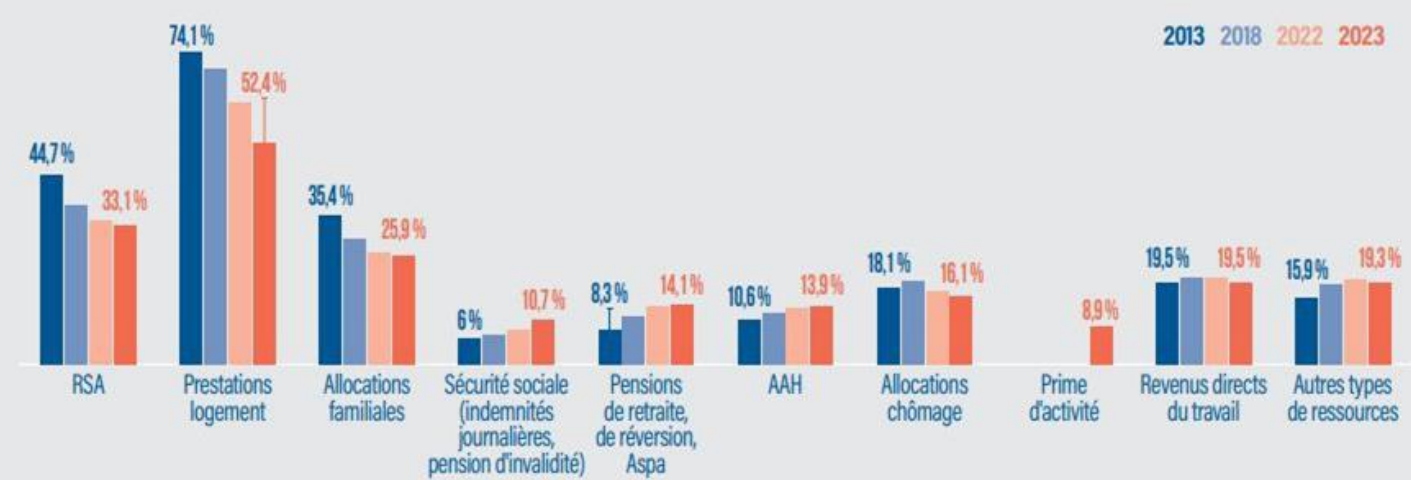


Évolution des types de ressources perçues - Ménages étrangers aux ressources non nulles



MÉNAGES FRANÇAIS : DES PRESTATIONS PERÇUES DIFFÉRENTES AU FIL DU TEMPS

Évolution de la part des ménages français allocataires selon les prestations ou ressources perçues



Le Secours Catholique rencontre de moins en moins de ménages

- Allocataires du **RSA**
- Percevant des prestations de complément (**allocations familiales, allocations logement**)
- Percevant des indemnités de **chômage**

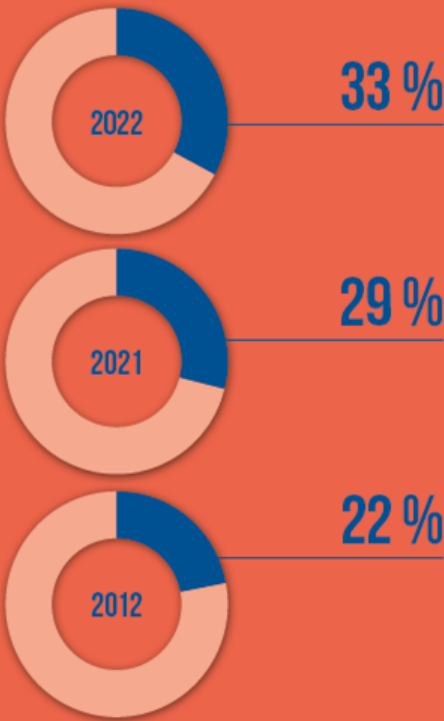
Le Secours Catholique rencontre de plus en plus de ménages

- Percevant des prestations sociales en lien avec un **état de santé dégradé** (*indemnités journalières, pensions d'invalidité, allocation adulte handicapé*)
- Percevant des **pensions de retraite**



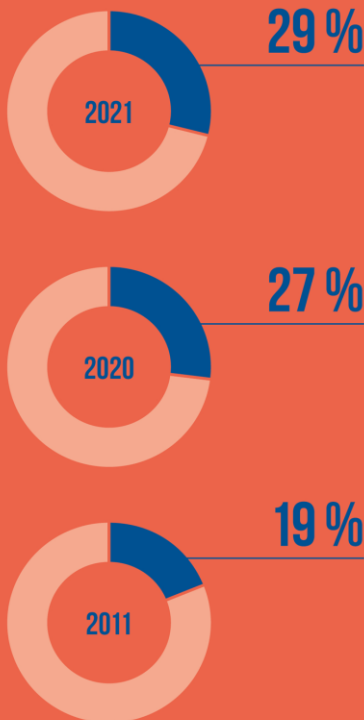
NON RECOURS AUX AIDES ÉLIGIBLES

NON RECOURS AU RSA



NETTE HAUSSE
DU NON-RECOURS
AU RSA ENTRE
2021 ET 2022

NON RECOURS AUX ALLOCATIONS FAMILIALES



PRÈS DE 3 DES MÉNAGES
ÉLIGIBLES SUR 10
NE PERÇOIVENT PAS LES
ALLOCATIONS FAMILIALES

TÉMOIGNAGES

LA DEMANDE DE PRESTATIONS SOCIALES : VÉCU DES PERSONNES CONCERNÉES

Les personnes que nous accueillons vivent **la complexité des demandes dématérialisées, qui sont parfois très longues, comme un handicap à faire valoir leurs droits.**

Elles se plaignent notamment de la rigidité d'un système en incapacité de s'adapter aux situations variées matérielles. (Ex : *nécessité de disposer d'un ordinateur et d'en maîtriser le fonctionnement*)

Cette complexité devient une source de dépendance à leur entourage dans la réalisation des démarches.

L'Administration génère elle-même des situations de rupture de droits et des accidents de la vie.

« La CAF doit faire attention à ses calculs. C'est pas à nous de vérifier son travail et d'être punis »

« Obtenir des aides est un combat de tous les jours »

« C'est pas n'importe qui qui a la capacité de remplir un dossier, ce n'est pas toujours évident de le remplir soi-même. Certaines questions sont difficiles à comprendre, parfois on dirait des pièges »



« On voudrait retrouver un service public qui nous reçoit, nous écoute et nous entend »

« Quand on va à la CAF, on nous dit "va à l'ordinateur", mais on ne nous aide pas à l'utiliser »

« Il y a aussi un manque de considération. Tu appelles et personne ne te répond. Tu n'es rien. C'est un manque de respect. Tu te mets nue devant quelqu'un avec ta situation, et on ne te répond pas ! »

LES EFFETS DE LA DÉMATÉRIALISATION

Report de la charge administrative, auparavant de la compétence **de l'Administration, vers l'utilisateur** : connaissance des droits, vérification de l'éligibilité, remplissage du dossier, scan des justificatifs, renouvellement, etc. ...

Déshumanisation rampante de l'Administration : incompréhension mutuelle, difficulté d'accéder à un guichet, pas de communication, **pas d'accompagnement.**

Ceci est trop souvent **vécu comme une maltraitance institutionnelle produisant souffrance et colère.**

TÉMOIGNAGES TARN - AVEYRON - LOZÈRE

LEURS PAROLES

Arrivée en France depuis 23 ans, Marianne est d'origine algérienne, son mari est français, ils ont ensemble 4 enfants. Depuis que Marianne est arrivée, elle vit dans le quartier de Laden, quartier dit public vulnérable par la ville. **L'équipe locale du Secours Catholique de Castres est située à deux pas du quartier et Marianne s'y rend toutes les semaines, depuis presque 13 ans.**

Quand on parle du Secours, **Marianne évoque se sentir "comme en famille ici"**. Tous les mercredis matin hors vacances scolaires, elle dépose son fils Adam au soutien scolaire pendant qu'elle se rend "à l'école" avec Sylvie, bénévole qui l'accueille pour l'apprentissage du français, dans la pièce d'à côté, avec d'autres dames du quartier.



Marianne apprend beaucoup depuis qu'elle vient, mais ce qu'elle aime le plus en venant au Secours Catholique **"c'est de parler avec les bénévoles et les autres participantes"**. Les semaines sont bien remplies pour Marianne entre l'apprentissage du français, la révision du code pour passer son permis de conduire et élever ses 4 enfants. Sa priorité : prendre soin d'eux, leur donner un bon cadre de vie et une bonne éducation.

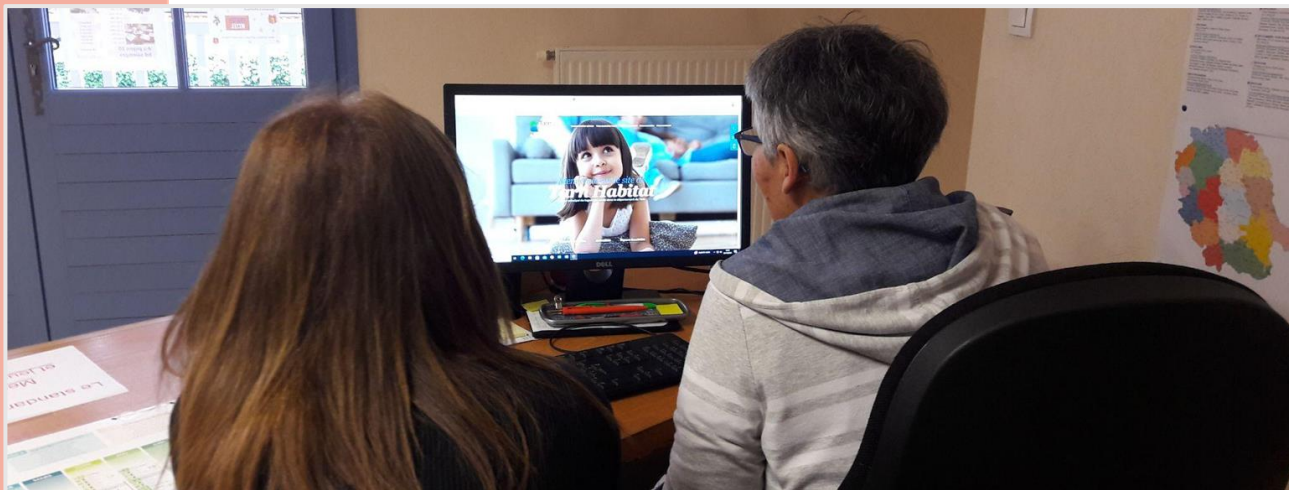
Cela fait maintenant 3 ans que Marianne s'est inscrite en plus à l'atelier informatique. L'atelier compte aujourd'hui 8 participants et 3 bénévoles accompagnateurs. En fonction du déroulé de l'atelier du jour, découverte d'excel, questions/réponses sur internet, initiation au clavier, rédaction de texte... **Marianne profite parfois de l'aide des bénévoles accompagnateurs pour réviser le code en ligne, ce n'est pas toujours évident quand on a encore du mal à lire et à écrire.**

Arrivée au Secours Catholique grâce au bouche à oreille, aujourd'hui c'est elle qui invite les voisins du quartier à découvrir l'association, ses actions et à inciter les personnes à venir s'ils ont besoin de soutien. En effet, depuis la COVID, l'ambiance n'est plus la même au quartier, **"il y a moins de solidarité et de convivialité, les gens se renferment plus chez eux"**.

Marianne remercie l'association de l'accompagner, elle et sa famille depuis des années, et de lui permettre de rencontrer du monde et de sortir !

TÉMOIGNAGES TARN - AVEYRON - LOZÈRE

LEURS PAROLES



“

Régine est bénévole à Albi depuis 2020. Elle connaissait le Secours depuis longtemps, ses parents y ont été bénévoles, elle savait déjà qu'à sa retraite elle y ferait du bénévolat à son tour. Les démarches administratives, elles les faisaient déjà dans le cadre de son travail d'éducatrice spécialisée. **A l'époque, ce n'était pas forcément dématérialisé, mais ça a toujours été compliqué. Il faut maîtriser la lecture, mais aussi la compréhension de ce qui est écrit.** Les termes sont compliqués, beaucoup de redondances, de détails à fournir, des justificatifs à aller chercher parfois auprès de telle ou telle administration.

Aujourd'hui, avec la dématérialisation, ça ne s'est pas simplifié, loin de là ! Tu n'as plus personne à qui demander, à qui parler pour avoir des conseils. La COVID a encore accentué ce phénomène. A la CAF par exemple, si tu as une question à poser, tu dois envoyer un message par internet, et c'est deux mois pour avoir une réponse. Et encore, on ne te répond pas par mail, mais sur ton compte CAF, auquel il te faut à nouveau accéder...

Pour les personnes âgées, on se dit que c'est normal, ce n'est pas leur génération, mais même pour les jeunes c'est difficile. C'est une chose de trainer sur internet, autre chose d'y faire des démarches ! Pour les gens qui ont l'habitude, qui sont équipés et qui ont l'éducation, déjà ce n'est pas évident, on se pose des questions, on doit chercher. Mais pour certaines personnes c'est de l'ordre de l'impossible.

Déjà, si tu n'as pas de quoi imprimer, scanner, un ordi et internet, et savoir t'en servir, tu ne peux pas y arriver. Les personnes que j'aide dans leurs démarches, **elles viennent au Secours catholique car ici il y a tout le matériel, et du soutien !**

On fait beaucoup de démarches pour la demande de logements sociaux, qui est particulièrement compliquée. Il faut déjà trouver la bonne plateforme, préciser ton lieu de vie et vérifier ton éligibilité. Pour ça on te demande ton « revenu fiscal de référence » ... beaucoup de gens ne savent pas à quoi ça correspond, où le trouver ! Et parfois les plateformes ne fonctionnent pas bien... tu as tout chargé, tu es prêt à envoyer ton dossier et là : « le service est momentanément indisponible, veuillez réessayer plus tard » ... et il faut tout recommencer un autre jour.

Il faut avoir de la patience, beaucoup de gens se découragent et laissent tomber !

Les assistantes sociales n'ont pas le temps d'accompagner les gens dans leurs démarches. Il y a des endroits où ils peuvent se faire aider, comme les Maisons France Service, mais ce n'est pas quelque chose de facile à demander... **Il y a de la gêne, un peu de honte à ne pas savoir s'en débrouiller tout seul.** ”

NOS PLAIDOYERS ET PROPOSITIONS



**REMETTRE DE L'HUMAIN DANS LE
SYSTÈME DE PROTECTION SOCIALE**

- Développer les ressources humaines dédiées à l'accueil, à l'orientation et à l'accompagnement des usagers dans les administrations
- Garantir une gestion individualisée des situations complexes
- Humaniser les relations en renforçant les espaces de dialogue entre administrations et allocataires
- Garantir un accès physique aux administrations, y compris aux préfectures (voir proposition de loi transpartisane n°200)



**EN FINIR AVEC LA
DÉMATÉRIALISATION IMPOSÉE POUR
LES DÉMARCHES DES PERSONNES
ÉTRANGÈRES EN PRÉFECTURE**

- Aujourd'hui, il est devenu extrêmement difficile d'obtenir ou de renouveler son titre de séjour (saturation des créneaux de rendez-vous en ligne, dysfonctionnement téléservice ANEF...)
- Doter de moyens suffisants les services "séjour" des préfectures
- En finir avec la dématérialisation imposée aux usagers et proposer des modalités alternatives pour garantir une égalité d'accès aux services publics

REGARD THÉOLOGIQUE PAR ELENA LASIDA, ÉCONOMISTE ET THÉOLOGIEENNE, PROFESSEURE À L'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS, MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FONDATION JEAN RODHAIN

RÉSONANCES SPIRITUELLES

On peut être surpris de trouver une réflexion à dimension spirituelle dans un rapport statistique. Si la dimension spirituelle trouve ici sa place, c'est parce qu'on considère le spirituel comme une expérience profondément humaine, avec une connotation fortement politique et un contenu foncièrement écologique.

LE SPIRITUEL EST HUMAIN

On associe souvent le spirituel à ce qui dépasse l'humain, dans le sens qu'il n'est pas le résultat de l'action humaine. Le spirituel renvoie en effet au « plus grand que soi », à quelque chose qui nous transcende. Il est ainsi très vite associé à la croyance religieuse. Or le spirituel peut prendre des formes multiples : la nature, l'art, le collectif peuvent constituer une expérience spirituelle non religieuse. Tout ce qui donne du sens à ce que nous faisons mais qui n'est pas le résultat de notre maîtrise, tout ce qui donne de l'épaisseur à notre action mais qui ne provient pas de notre volonté, tout ce qui ouvre l'horizon vers un meilleur possible, au-delà de ce que notre seul effort peut produire, constitue une expérience spirituelle. Le spirituel est une expérience profondément humaine. On peut ainsi lire ce rapport sur la pauvreté, non seulement au regard des conditions matérielles qui rendent possible la vie, mais aussi au regard de ce qui donne du sens à la vie.

LE SPIRITUEL EST POLITIQUE

Le spirituel est souvent associé à la sphère individuelle et privée. Or si on reconnaît que l'humain est avant tout un être de relation, le spirituel concerne également la dimension collective et publique. Il est en ce sens profondément politique, car il permet de concevoir le vivre-ensemble non seulement en termes de normes qui régulent la vie collective, mais aussi et surtout en termes d'appartenance commune et de destin commun. Plus encore qu'une manière de faire ensemble, le politique est une manière d'être ensemble. Or ce rapport interroge précisément notre projet de société, notre vision du « monde commun ».

LE SPIRITUEL EST ÉCOLOGIQUE

Si l'écologie est réduite à la gestion des ressources naturelles, la dimension spirituelle lui est étrangère. Ce n'est plus le cas dès lors qu'on reconnaît que la nature n'est pas une ressource mais qu'elle est constituée d'êtres vivants, identifiés en premier par leur dimension relationnelle. C'est ainsi que le pape François définit « l'écologie intégrale » par l'interdépendance entre quatre types de relations : à soi-même, aux autres humains, aux vivants non-humains et au plus grand que soi. Dès lors la dimension spirituelle devient constitutive de l'écologie. C'est en ces termes que ce rapport sur la pauvreté humaine peut être lu en termes écologiques.

Les lignes qui suivent entendent ainsi, modestement, apporter une «résonance» à ce que les chiffres et les récits de ce rapport nous disent sur ce qui donne envie de vivre, sur la vision d'un monde commun et sur la dimension relationnelle de la vie et non seulement sur les conditions qui rendent la vie possible.

LE BIEN COMMUN, AU COEUR DE LA PENSÉE SOCIALE DE L'ÉGLISE

Les trois dimensions humaine, politique et écologique se retrouvent autour de la notion de « bien commun », principe organisateur de toute la pensée sociale de l'Église. La définition de ce principe va pourtant connaître une inflexion intéressante au cours de l'Histoire.

Le « bien commun » apparaît dès le début associé à l'idée de justice sociale et aux conditions permettant à tous les humains de bénéficier des droits nécessaires pour vivre dignement. Les indicateurs du rapport témoignent en ce sens d'une injustice sociale générale dans notre société, et notamment à l'égard des femmes, de plus en plus nombreuses à être exclues des conditions qui leur permettraient de vivre dignement. Le bien commun apparaît ici mutilé.

Avec le pape François, la notion de « bien commun » acquiert une dimension plus systémique et relationnelle. Associé à l'idée de «maison commune», le bien commun se concrétise dans les relations d'interdépendance qui relient les vivants, humains et non humains. Le commun ne réside pas uniquement dans les biens et les droits qui permettent à la personne de vivre dignement. Il devient appartenance commune, participation aux liens qui tissent le commun.

Ce rapport met en évidence l'injustice sociale qui touche plus fortement les femmes, en termes de nonaccès aux biens et aux droits essentiels. Mais cette féminisation révèle également une vulnérabilité spécifique chez les femmes, à cause souvent des relations de domination que les hommes entretiennent avec elles. À cette vulnérabilité s'ajoute souvent celle des enfants.

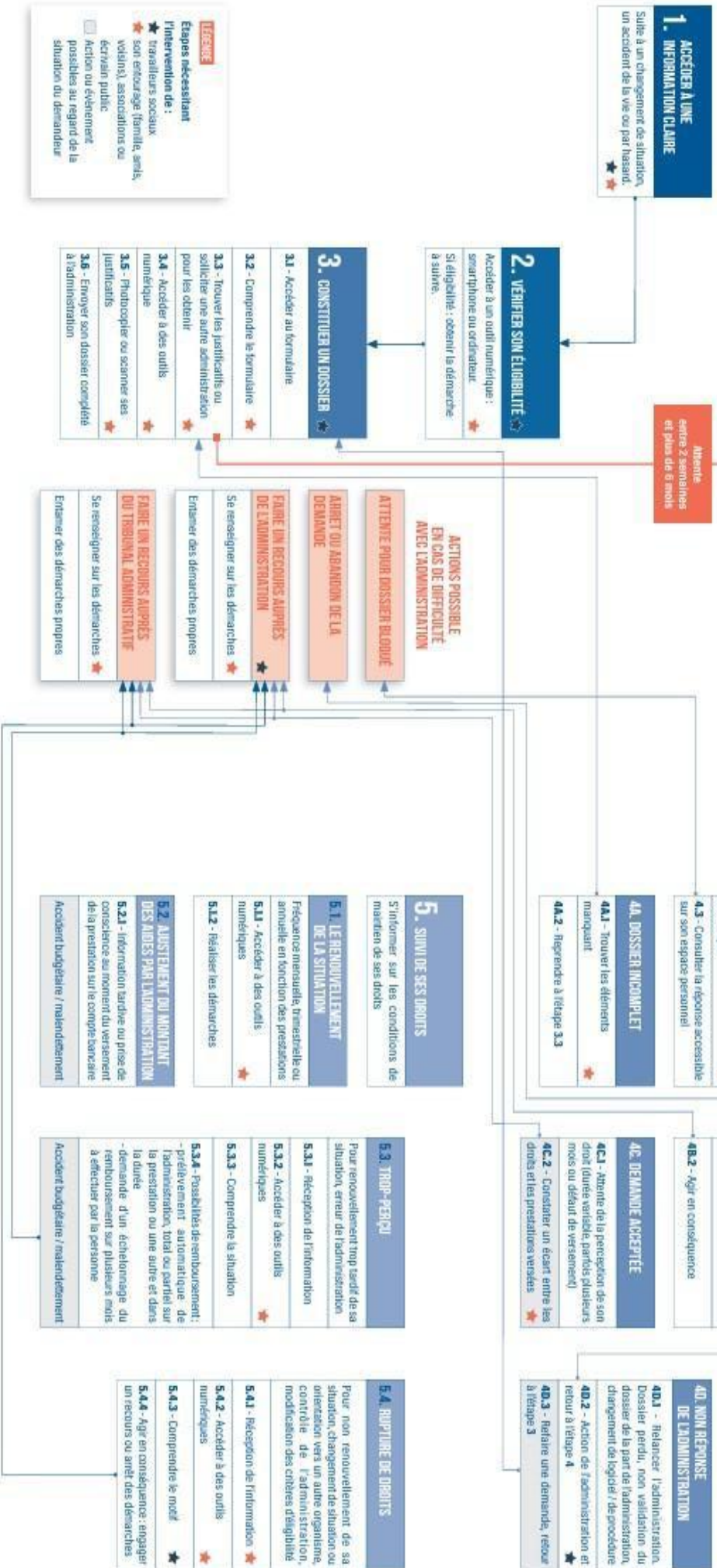
UNE PAUVRETÉ FÉMININE MATÉRIELLE MAIS AUSSI RELATIONNELLE

Les récits des femmes en témoignent. Si le manque d'argent n'est pas toujours évoqué comme première difficulté, la solitude, en revanche, est désignée comme oppressante : « *Ce qui nous pèse, c'est la solitude* ». Ces femmes parlent ainsi des relations mortifères mais elles disent aussi que ce sont les relations qui sauvent : les relations tissées dans les groupes de convivialité. Ces relations ne sont pas nécessairement «*utiles*», elles ne visent pas à obtenir un bénéfice ou un droit, mais elles font exister.

La pauvreté décrite dans ce rapport donne à voir un bien commun bafoué par le nonaccès aux biens et aux droits, mais surtout un commun meurtri où l'humain, le politique et l'écologique sont amputés des relations vitales. Un commun où le spirituel est essoufflé, vidé, desséché. Mais ce même rapport montre également la puissance de la relation gratuite et conviviale, la force de l'interdépendance existentielle. Cette relation constitutive et non instrumentale donne de l'esprit au commun flétri, elle lui donne de la vie et de l'envie de vivre. La relation rend le commun spirituel.

Ces femmes d'âge et de culture différentes que la pauvreté a rendu invisibles, le rapport les rend visibles. Et même si elles restent anonymes derrière les chiffres et les récits, elles retrouvent de l'existence. Le rapport fait entendre le cri sourd d'une puissance de vie latente qui, libérée de ce qui l'opprime, pourrait convertir notre société en véritable «maison commune». ■

PROCESSUS DE DEMANDE D'UNE PRESTATION SOCIALE



ÉTAT DE LA PAUVRETÉ EN FRANCE 2024

D'APRÈS LES STATISTIQUES D'ACCUEIL 2023
DU SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE



LA
DÉLÉGATION
TARN
AVEYRON
LOZÈRE

PRESTATIONS SOCIALES :

QUAND LA SOLIDARITÉ
S'ÉLOIGNE



CONTACTS :

Anthony DOLLAT

anthony.dollat@secours-catholique.org

Bertrand PARMENTIER

president.814@secours-catholique.org



Maison Saint-Pierre

Avenue de St-Pierre - Bourran 12000 Rodez

05 65 68 56 65

tarnaveyronlozere.814@secours-catholique.org